

Commune de Saint-Mihiel

dossier n° DP 055 463 24 H0173

date de dépôt : 23 décembre 2024

demandeur : DORO Patrick

pour : remise en peinture de la façade, de la porte  
d'entrée et des volets

adresse terrain : 15 rue du Docteur Thiery  
à Saint-Mihiel (55300)

**ARRÊTÉ N° 03/2025-URB**  
**de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable**  
**au nom de la commune de Saint-Mihiel**

**Le Maire de Saint-Mihiel,**

Vu la déclaration préalable présentée le 23 décembre 2024 par Monsieur DORO Patrick demeurant 15 rue du Docteur Thiery, Saint-Mihiel (55300) ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour remise en peinture de la façade, de la porte d'entrée et des volets ;
- sur un terrain situé 15 rue du Docteur Thiery, à Saint-Mihiel (55300) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les articles L.632-1, L.632-2 du code du patrimoine ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 07 juin 2022 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 13 janvier 2025 ;

Considérant que le projet consiste à nettoyer la façade et à appliquer une peinture type K'area de chez Unikalo, teinte weber 010 beige ocre, et à remettre en peinture les persiennes et la porte d'entrée (peinture microporeuse), RAL 5024 satiné ;

Considérant que le projet se situe dans le périmètre du site patrimonial remarquable ;

Considérant que le projet en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du site patrimonial remarquable, mais qu'il peut y être remédié ;

## **ARRÊTÉ**

### **Article 1**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

## Article 2


Au sein du Site Patrimonial Remarquable (SPR) de Saint-Mihiel, les caractéristiques propres des immeubles et leur typologie font l'objet d'une reconnaissance particulière.

Afin de respecter l'écriture architecturale du projet et afin de former un ensemble cohérent au sein du SPR de Saint-Mihiel, les prescriptions suivantes sont à prendre en compte :

Afin de se rapprocher au mieux de l'aspect des enduits à la chaux, la peinture du ravalement est de type minéral. Les peintures à base de plastique, d'acrylique, de pliolite, latex sont à proscrire ainsi que tous les produits d'imitation présentant une finition texturée. C'est pourquoi, la peinture 'K'AERA' est à remplacer par une peinture à base de silicate de potassium (type kalium silikat lisse ou kalium sol-silikat lisse chez Unikalo ou équivalent). Les encadrements sont marqués par une tonalité plus soutenue que les fonds (012 brun ou 304 ocre doré du nuancier Weber ou équivalent).

A Saint-Mihiel, le 17/10/2025

Le Maire,

A large, stylized handwritten signature in black ink, enclosed within a large, thin black oval. To the right of the signature is a circular official stamp of the Municipality of Saint-Mihiel, featuring a coat of arms and the text 'Mairie de Saint-Mihiel'.

Xavier COCHET

### OBSERVATIONS

**Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'architecte des Bâtiments de France en application des articles L. 462-2 et R.462-7 du code de l'urbanisme**

Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la déclaration préalable, le 23 décembre 2024

*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers** : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

